

Lettre économie du 26 novembre 2019

La présente lettre relative à l'économie appliquée à la gestion de l'eau et des milieux aquatiques et à la biodiversité s'y rattachant est en lien avec une nouvelle rubrique du site internet de l'Office International de l'Eau.

Cette rubrique comprend différentes pages sur les aspects suivants :

- la présentation des grands enjeux relatifs à l'économie dans le domaine de l'eau ;
- la tarification de l'eau et de l'assainissement selon les usages ;
- l'évaluation de la valeur environnementale des milieux aquatiques ;
- l'économie et l'allocation des ressources aux différents usages ;
- l'économie et la prise de décision relative à la gestion de l'eau ;
- le suivi économique des services publics d'eau et d'assainissement ;
- les dépenses pour l'eau et les milieux aquatiques.

La rubrique économie est accessible à l'adresse suivante : <https://www.oieau.fr/theme/eau-et-economie>.

Elle sera constamment enrichie des archives de la lettre économie et de liens vers des publications faisant référence sur les sujets évoqués ci-dessus.

Chiffres marquants:

1 litre d'eau potable sur 5, en moyenne, se perd dans la nature avant d'arriver au robinet (Source : Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse).

Agence de l'eau Seine-Normandie : La commission des aides a examiné 940 projets portés par des collectivités, entreprises, agriculteurs et associations pour améliorer la qualité de l'eau et des milieux aquatiques du bassin Seine-Normandie. Elle a délibéré dans le cadre de son programme d'interventions "Eau & climat" [2019-2024] et accordé plus de 129 M€ d'aides financières (Source : Agence de l'eau Seine-Normandie, octobre 2019).

Besoin mondiaux estimés : 45 milliards par an en assainissement urbain / 5 fois le niveau actuel des dépenses (source conseil mondial de l'eau).

Les riverains des onze communes val-de-marnaises du territoire Grand Paris Sud Est Avenir (GPSEA) vont pouvoir profiter dès le 1er janvier 2020 d'une baisse du prix de l'eau. Le prix de l'eau va baisser jusqu'à 22 % pour Créteil, ou 24 % pour Boissy-Saint-Léger (source : Actu.Fr val de Marne).

Bruxelles : Au 1er janvier 2020, pour un ménage qui a une consommation de 35 mètres cubes par personne et par an, l'impact sera pour toute l'année de 2,76 euros par personne et par an. Cela fera passer le prix du mètre cube de 3,60 euros à 3,68 euros.

Bilan 2019 de l'expérimentation pour une tarification sociale de l'eau et de l'assainissement :

- 50 collectivités volontaires (la plus petite = 4 500 habitants ; la plus grande = 4,6 millions d'habitants) dans 11 régions de métropole et 3 départements d'outre-mer (Au total, environ 11 millions d'habitants concernés) ;
- Montant moyen des aides = 136 € par an et par foyer ;
- Montant médian des aides = 49 € par an et par foyer.

L'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse (RMC) va consacrer 150 M€ d'ici 2021 dans le cadre du 11e programme des agences de l'eau pour expérimenter, sans attendre la prochaine PAC, de nouveaux outils de paiement pour services environnementaux (PSE).

Canada : les communautés démunies présentent un risque de boire de l'eau contenant des concentrations en plomb supérieures à la norme de 5 parties par milliard (ppb) de 33 % plus élevé que les communautés des municipalités plus riches. 26 % des municipalités défavorisées ne traitent aucunement leur eau, contre 15 % des municipalités riches. (chiffres 2015) (source : Le Devoir).

Sommaire

- ↳ [analyse économique et décision](#)
- ↳ [dépenses pour l'eau et les milieux aquatiques](#)
- ↳ [tarification de l'eau](#)
- ↳ [valeurs de l'environnement](#)

ANALYSE ECONOMIQUE ET DECISION

[Vidéo/Film] Vidéo : "Vers un service public de l'eau durable"

3 minutes 36 pour comprendre l'ensemble du petit cycle de l'eau et le rôle clé des services publics d'eau et d'assainissement.

Le service public de l'eau a un coût, et un prix trop bas de l'eau n'est pas une vertu ! En effet, à cause des fuites dans les réseaux, 1 litre d'eau potable sur 5, en moyenne, se perd dans la nature avant d'arriver au robinet. Pour limiter ce gaspillage, les collectivités doivent investir pour gérer durablement leur patrimoine.

Publié le 04/11/2019

Vidéo didactique expliquant les enjeux du cycle de l'eau et la nécessité de bien prévoir le financement des infrastructures d'eau et d'assainissement.

www.sauvonsleau.fr

[Article] Eau contaminée: une relation cruelle entre plomb et pauvreté | Le Devoir

Les personnes vivant dans des municipalités rurales défavorisées courent davantage des risques d'être exposées au plomb dans l'eau potable que les habitants des villes mieux nanties, révèle une étude menée par des chercheurs de l'Université Laval. L'application des nouvelles recommandations de Santé Canada, qui a récemment abaissé la concentration maximale acceptable de plomb dans l'eau potable, risque de faire pression sur les autorités et les forcer à sortir leur portefeuille pour résoudre ce problème, qualifié d'injustice environnementale.

Publié le 16/11/2019

L'étude montre que le statut socioéconomique a une influence sur le taux sanguin, et la population pauvre se trouve généralement dans de vieux quartiers où l'on repère des entrées de service de plomb. (Michèle Prévost, professeure d'ingénierie et titulaire de la Chaire industrielle en eau potable de l'École polytechnique de Montréal).

La carte interactive du Devoir présentant les zones les plus touchées par la présence de plomb en fait la preuve.

www.ledevoir.com

DEPENSES POUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES

[Actualité] Communiqué de presse | Agence de l'Eau Seine-Normandie

La commission des aides a examiné 940 projets portés par des collectivités, entreprises, agriculteurs et associations pour améliorer la qualité de l'eau et des milieux aquatiques du bassin Seine-Normandie.

Elle a délibéré dans le cadre de son programme d'interventions "Eau & climat" [2019-2024] et accordé plus de 129 M€ d'aides financières

Le financement et la réalisation de ces projets s'inscrivent dans la mise en œuvre des objectifs des Assises de l'eau.

Publié le 17/10/2019

Communiqué de presse téléchargeable

www.eau-seine-normandie.fr

[\[Rapport\] Increasing Financial Flows for Urban Sanitation: What ministers and local authorities could do | World Water Council](#)

Recommandations politiques pour les ministres et les autorités locales afin d'augmenter les flux financiers pour favoriser l'assainissement urbain

Publié le 19/11/2019

*En 2017, le Conseil mondial de l'eau a lancé un projet visant à identifier les mécanismes financiers les plus appropriés pour mieux soutenir le développement du secteur de l'assainissement dans le monde. L'objectif de cette analyse est de faire prendre conscience des instruments de financement innovants afin d'accroître l'offre d'assainissement en complément des instruments traditionnels et d'impliquer davantage d'acteurs dans les plans nationaux de financement de l'assainissement. Le rapport relatif à ce travail, intitulé *Increasing Financial Flows for Urban Sanitation*, les huit études de cas qui y ont contribué et les recommandations politiques seront partagés lors du 8ème Forum mondial de l'eau. La publication examine d'abord à quoi pourrait ressembler l'assainissement urbain d'ici 2030, puis comment cet assainissement serait financé, et enfin ce que les décideurs peuvent faire pour accroître les flux financiers*

Le rapport est en anglais mais une note de synthèse est téléchargeable sur cette page.

www.worldwatercouncil.org

[\[Article\] Budget «vert» : le tour de passe-passe du gouvernement - Libération](#)

Dans le projet de loi de finances débattu cette semaine à l'Assemblée nationale, l'exécutif met en avant les efforts liés à l'environnement. Mais une plongée dans les chiffres tempère cet optimisme affiché.

Paru le 3 novembre 2019

Le gouvernement a demandé à l'ensemble des ministères de recenser dans leur champ tous les «crédits affectés à la transition écologique». Cela donne un document annexé au projet de loi de finances pour 2020 (un «jaune» budgétaire) et une somme largement en deçà du montant avancé par le gouvernement : 16,4 milliards d'euros, soit une augmentation de 500 millions d'euros par rapport à 2019. Selon ce document, l'exécutif considère d'ailleurs que moins de la moitié des 11 milliards d'euros accordés à la mission «Ecologie, développement et mobilités durables» participe réellement à la transition écologique

www.liberation.fr

[\[Actualité\] Transfert du solde du service de l'eau et de l'assainissement vers un EPCI](#)

Le cadre juridique actuel permet ainsi de conserver une certaine souplesse en permettant aux parties de déterminer les résultats budgétaires à transférer à l'EPCI.

Par ailleurs, rien n'interdit à l'EPCI de réaliser préalablement au transfert un audit permettant de déterminer l'état du réseau pour évaluer s'il convient ou non de transférer tout ou partie des excédents.

Publié le 05/11/2019

Rappel des enjeux et des règles concernant le transfert du solde des services d'eau et d'assainissement vers un ECPI)

www.idcite.com

TARIFICATION DE L'EAU

[\[Article de presse\] Les collectivités territoriales pourront bientôt aider les ménages démunis à payer leur eau - La Revue l'Eau l'Industrie, les Nuisances](#)

Après le vote quasi unanime du projet de loi Engagement et Proximité par le Sénat en octobre, les collectivités territoriales vont pouvoir aider les ménages démunis à payer leurs factures d'eau et d'assainissement.

Paru le 07/11/2019

www.revue-ein.com

[\[Article\] Laurence Bovy \(Vivaqua\) : "Il faut indexer le prix de l'eau à Bruxelles pour améliorer le service à la population"](#)

Laurence Bovy, directrice générale de Vivaqua, le distributeur d'eau à Bruxelles a demandé cette indexation, elle nous en explique les raisons : "Je dirais essentiellement pour trois raisons. D'abord parce que les coûts de tous les services que nous rendons — l'eau potable, la gestion du réseau d'égouttage, la lutte contre les inondations — augmentent ; les coûts du personnel, les coûts de l'énergie, le coût des assurances, etc. C'est une première raison. La seconde, c'est parce que le réseau d'égouttage dont nous avons eu la gestion à la fin des années 2000 est dans un état déplorable. Nous devons donc investir. Ce serait ne pas gérer en bon père de famille que ne pas le faire. Et la troisième raison, c'est parce que nous voulons améliorer le service à la population. C'est ainsi par exemple que nous avons recruté une quinzaine d'agents supplémentaires au service clientèle. Tout ça a un coût".

Publié le 25/11/2019

Au 1er janvier 2020, pour un ménage qui a une consommation de 35 m³ par personne et par an, l'impact sera pour toute l'année de 2,76 euros par personne et par an. Cela fera passer le prix du mètre cube de 3,60 euros à 3,68 euros. Ce prix reste nettement en dessous de ce qu'on constate dans les autres grandes villes et dans les autres régions du pays.

www.rtbef.be

[\[Retour d'expérience\] Bilan 2019 de l'expérimentation pour une tarification sociale de l'eau | Ministère de la Transition écologique et solidaire](#)

Pour garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et pour assurer une gestion durable des ressources en eau, la loi Brottes de 2013 a introduit la possibilité, pour des collectivités volontaires, de participer à une expérimentation pour une tarification sociale de l'eau et de l'assainissement. Six ans après le début de cette expérimentation, quel est le bilan et quelles sont les perspectives ? Des collectivités de métropole et d'Outre-mer complètent ce bilan avec leurs retours d'expériences.

Publié le 19/11/2019

Vidéo et infographie réalisées pour tirer le bilan de l'expérimentation

Présentation didactique

www.ecologique-solidaire.gouv.fr

[\[Actualité\] Val-de-Marne. Le prix de l'eau baissera en 2020 dans 11 communes | Actu Val-de-Marne](#)

11 communes du Grand Paris Sud Est Avenir, dans le Val-de-Marne, vont voir leur prix de l'eau baisser à compter du 1er janvier 2020. Explications.

Publié le 5 novembre 2019

Les riverains des onze communes val-de-marnaises du territoire Grand Paris Sud Est Avenir (GPSEA) vont pouvoir profiter dès le 1er janvier 2020 d'une baisse du prix de l'eau. Cela concerne les habitants de Créteil, Bonneuil-sur-Marne, Limeil-Brévannes, Sucy-en-Brie, Boissy-Saint-Léger, Villecresnes, Mandres-les-Roses, Périgny-sur-Yerre, Marolles-en-Brie, Noisieu et Ormesson-sur-Marne.

Le prix de l'eau va baisser jusqu'à 22 % pour Créteil, ou 24 % pour Boissy-Saint-Léger.

actu.fr

VALEURS DE L'ENVIRONNEMENT

[\[Appel à projet\] Paiement pour services rendus : l'agence de l'eau RMC lance un appel à initiatives](#)

L'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse (RMC) lance un appel à initiatives pour expérimenter la mise en place de paiements pour services environnementaux (PSE) aux agriculteurs. Elle s'inscrit dans le cadre du plan national biodiversité. Son action 24 visait une enveloppe de « 150 M€ d'ici 2021 dans le cadre du 11e programme des agences de l'eau pour expérimenter, sans attendre la prochaine PAC, de nouveaux outils de paiement pour services environnementaux (PSE) ».

Publié le 18/11/2019

L'agence de l'eau attribuera jusqu'à 70 % d'aides financières aux collectivités porteuses des initiatives par le financement de l'animation territoriale de montage du projet et des études préalables. Ensuite,

sous réserve de l'approbation du dispositif par la commission européenne, elle accordera 100 % d'aides aux agriculteurs qui agiront sur le terrain. Ce dispositif permettra la rémunération des agriculteurs pour deux types d'activité : la gestion des structures paysagères ou infrastructures agro-écologiques (IAE), et la gestion des systèmes de production agricole.

Le dépôt des dossiers est attendu avant le 31 janvier 2020.

www.actu-environnement.com

[Article] Economie et environnement : un divorce ? | ECHOSCIENCES - Grenoble

Dégradation des océans par l'usage généralisé des emballages en plastique, saccage des forêts tropicales par l'essor de la production d'huile de palme, pollution atmosphérique et émission de gaz à effet de serre par la mise en service de nouvelles centrales thermiques : pas de jour sans que croissance économique et qualité de l'environnement ne soient opposées ! L'antagonisme est-il irrémédiable ? Sans aucun doute, sur la base des relations économie-environnement telles qu'elles ont été historiquement construites. Mais, face aux désastres annoncés, ces relations peuvent évoluer si les critères qui guident les choix économiques prennent mieux en compte la préservation de l'environnement. Est-ce bien dans ce sens que s'oriente la pensée économique sur laquelle s'appuient ces critères ?

Publié le 12/11/2019

Surtout depuis les années 1960, l'idée que l'environnement a une valeur que le système des prix doit reconnaître sous la forme d'externalités, n'est plus discutable. Nombre de politiques publiques l'ont d'ores et déjà inscrite dans les faits, à travers

- la taxation des rejets appliquée à la pollution de l'eau, du sol ou de l'air ;
- la création de marchés de droits à polluer tant aux Etats-Unis que dans l'Union Européenne.

Leurs résultats sont cependant encore très éloignés de la nécessaire protection de l'environnement, surtout lorsque l'on passe du local au planétaire (océans, biodiversité ou climat). En cause,

- les difficiles applications des solutions préconisées par la théorie économique, notamment lorsqu'il convient de choisir entre les méthodes "coût-efficacité" (Etat) et "coût-avantage" (marché),
- mais aussi les limites de cette même théorie dès lors que l'on traite de biens publics, non appropriables, relevant du principe de précaution.

www.echosciences-grenoble.fr

Avec le soutien financier de l'AFB

Conformément à la réglementation
rectification ou de suppression des
Délégué à la Protection des Donnés

**AGENCE FRANÇAISE
POUR LA BIODIVERSITÉ**

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

position, d'accès, de portabilité, de
uvent être exercés en contactant le
ise suivante : dpo@oieau.fr

Si vous souhaitez vous abonner à cette lettre, cliquez ici